

II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 16, Number 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701841ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701841ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Galarneau, H. (1985). II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 16(2), 385–399. <https://doi.org/10.7202/701841ar>

II — Les relations extérieures du Québec

(janvier à mars 1985)

A — Aperçu général

Le gouvernement du Québec élargissait au cours de l'hiver son réseau de représentations à l'étranger. Après Hong Kong, où une délégation avait été établie à l'automne, trois nouveaux bureaux du Québec étaient ouverts à Bogota, en Colombie, à Stockholm, en Suède et à Singapour. Des conseillers économiques auront la responsabilité de diriger les opérations de ces bureaux. Il s'agit de Mme Michèle Bussières à Bogota, M. Pierre Bélanger à Stockholm et M. Dominique Bonifacio à Singapour. Le nombre de bureaux ou délégations du Québec à l'étranger passait ainsi à vingt-quatre, le Québec ayant également quatre bureaux au Canada¹.

Un quotidien québécois obtenait copie, en janvier, d'un document de travail préparé par le ministère des Relations internationales à la suite du sommet « Le Québec dans le monde » et portant sur la politique québécoise en matière de relations internationales et le rôle du ministère des Relations internationales. Selon ce document, le ministère envisagerait, en réponse aux besoins identifiés lors du sommet, la création de quatre organismes, un Conseil consultatif pour les affaires internationales et une Fondation pour les études internationales, ce à quoi il s'était engagé devant les participants, ainsi que d'un Office québécois des échanges internationaux et d'un Office de développement international. Le document fait également état de la nécessité pour le gouvernement québécois d'adopter une politique cohérente à l'endroit des pays en développement, politique qui devrait s'articuler autour de trois domaines, le commerce, la coopération et l'aide. Plus de ressources pourraient également être affectées à des programmes existants d'aide à l'exportation et de bourses d'enseignement et de recherche par exemple². Enfin, le ministère des Relations internationales songerait à ouvrir en Côte d'Ivoire la première délégation du Québec sur le continent africain³. Il faudra toutefois attendre le prochain trimestre et le dévoilement de l'énoncé de politique internationale promis par le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur lors du Sommet sur les relations internationales du Québec pour connaître les véritables intentions du gouvernement et les conclusions de la réflexion amorcée l'an dernier.

B — Questions économiques et commerciales

Le président du Conseil du Trésor déposait le 19 mars à l'Assemblée nationale les prévisions de dépenses de son gouvernement pour la prochaine année financière. Pour 1985-1986, M. Michel Clair prévoit un budget de dépenses de 27,4 milliards de dollars — une hausse de 5,7% par rapport à l'année précédente. Parmi les ministères qui voyaient leurs crédits augmentés, signalons le ministère du Commerce extérieur, avec \$24,4 millions, une hausse de 26,4% de son budget, et le ministère du Tourisme dont le budget était majoré de 3,3% pour s'élever à \$69,2 millions⁴. Les crédits du ministère des Relations internationales étaient portés à \$54,1 millions, une hausse de 2,7% par rapport à 1984-1985.

1. Clément TRUDEL, *Le Devoir*, 23 janvier 1985, p. 2.

2. Normand GIRARD, *Le Journal de Québec*, 25 janvier 1985, cité par *L'Argus*, 25 janvier 1985, p. B1.

3. Normand GIRARD, *Le Journal de Québec*, 26 janvier 1985, cité par *L'Argus*, 29 janvier 1985, p. B-13.

4. Marie-Agnès THELLIER, *Le Devoir*, 20 mars 1985, p. 2.

Le ministère du Commerce extérieur envisage la création d'une société québécoise de financement des exportations. Si la SDI-Exportation apporte déjà un soutien financier aux entreprises, elle ne suffit plus à la tâche, déclarait en février M. Bernard Landry. Le ministre croit de plus qu'il serait nécessaire de prévoir de nouveaux services reliés au commerce de contrepartie que n'offrent pour l'instant ni le secteur privé ni le secteur public. La création d'un nouvel organisme s'inscrivait dans le cadre d'un effort de rationalisation des programmes et des effectifs actuels, en intégrant la SDI-Exportation et certains éléments du ministère du Commerce extérieur. Le ministre prévoit également une participation financière du secteur privé à cette éventuelle société mixte. Enfin, les programmes ne viendraient pas chevaucher ceux de la Société fédérale pour l'expansion des exportations mais ils resteraient complémentaires à l'action du fédéral dans ce domaine. Selon le ministre Landry, qui déclarait que le ministère du Commerce extérieur avait déjà effectué des études sur cette question, la mise en place d'une société de financement des exportations pourrait bientôt devenir une priorité de ce ministère⁵.

Le ministère du Commerce extérieur s'engageait en mars à verser \$1,14 million sur cinq ans à l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec (AMBSQ) dans le but de faire la promotion sur les marchés d'Afrique, d'Europe de l'Ouest et du Moyen-Orient des produits québécois du bois. Bénéficiant d'une subvention au même montant du gouvernement fédéral et contribuant elle-même au tiers du financement du programme, l'AMBSQ ouvrira ainsi outre-mer un bureau de promotion des produits du bois. Au ministère du Commerce extérieur, on espère qu'il sera ainsi possible de réduire la dépendance de l'industrie québécoise du bois de sciage envers le marché américain, qui absorbe plus de 60% des exportations québécoises de bois d'oeuvre⁶.

L'importance « capitale » des investissements étrangers pour l'économie québécoise était soulignée par M. Landry au cours d'une conférence de presse annonçant la publication d'un *Guide des affaires au Québec* à l'intention des gens d'affaires, guide qui sera distribué dans les bureaux du Québec à l'étranger. Dans le secteur manufacturier par exemple, 43% des investissements totaux effectués en 1984 provenaient de l'étranger et 50% dans le secteur minier. Le ministre du Commerce extérieur mentionnait également que le programme des immigrants investisseurs avait permis au Québec de recevoir \$125 millions en investissements en 1983 et \$250 millions en 1984 dont \$66 millions de Hong Kong⁷. Enfin, M. Landry faisait état du « déplacement spectaculaire » des exportations québécoises vers les produits finis et semi-finis, qui totalisent maintenant presque 50% du total des ventes à l'extérieur du Québec. Les exportations du Québec à l'extérieur du Canada ont par ailleurs continué à augmenter en 1984 par rapport à l'année précédente⁸.

Les dernières données sur le commerce international du Québec publiées au cours de l'hiver par le Bureau de la Statistique indiquent qu'en 1983, la valeur des exportations internationales du Québec s'est chiffrée à \$15,0 milliards, et à \$8,50 milliards (comparativement à \$7,24 milliards pour les six premiers mois de 1983) pour les six premiers mois de 1984, dernière période pour laquelle des données étaient disponibles. Le marché américain absorbait toujours les deux tiers des exportations internationales du Québec, soit \$10,42 milliards en 1983 et \$6,48 milliards au cours des six premiers mois de 1984, suivi du Royaume Uni. Le Québec importe également principalement des produits en provenance des États-Unis (\$7,75 milliards en 1983 et \$4,99 milliards pour le premier semestre 1984), le

5. Miville TREMBLAY, *Le Devoir*, 2 février 1985, p. 13 et 5 février 1985, p. 13.

6. Gouvernement du Québec, Cabinet du ministre du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 25 mars 1985; *Le Devoir*, 23 février 1985, p. 12.

7. *Ibid.*, *Communiqué de presse*, 7 mars 1985.

8. Jean POULAIN, *La Presse*, 8 mars 1985, cité par *L'Argus*, 8 mars 1985, p. A13.

Japon étant au deuxième rang des principaux fournisseurs du Québec. La valeur totale des importations du Québec s'élevait à \$15,39 milliards en 1983 et à \$9,56 milliards au premier semestre 1984 (comparativement à \$7,15 milliards pour les six premiers mois de 1983)⁹.

C — La Francophonie

Le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur du Québec et le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures évoquaient au cours d'une rencontre qui avait lieu à Ottawa le 11 janvier le dossier du sommet francophone, dossier sur lequel n'ont jamais pu s'entendre, sous le régime Trudeau, les gouvernements de Québec et d'Ottawa. Selon Bernard Landry, les deux hommes auraient alors « exprimé une volonté commune que cette activité ait lieu ». Il déclarait également que si aucune décision n'avait été prise, au cours de ces entretiens exploratoires, sur la question du statut du Québec au sein d'un tel sommet, le « modèle éventuel » de gouvernement participant, statut que possède le Québec au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), avait été évoqué¹⁰.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Richard Guay, participait à Yaoundé, au Cameroun, du 23 au 28 janvier, à la réunion du bureau de l'Association internationale des Parlementaires de langue française (AIPLF). L'ordre du jour de la réunion comprenait l'adoption du budget de l'Association pour les six premiers mois de 1985, l'adoption de règles relatives au personnel du secrétariat de l'AIPLF à Paris, l'avenir de la revue que publie l'Association et les activités régionales et internationales de celle-ci. Une nouvelle réunion doit avoir lieu en juillet et les participants y discuteront de la rationalisation des contributions budgétaires des membres. M. Richard Guay se déclarait satisfait des travaux de janvier et particulièrement de « l'assainissement prévisible » des finances de l'AIPLF. Il espérait que se règle bientôt le problème du statut de l'Association auprès des autorités françaises, afin que le secrétariat de l'AIPLF puisse demeurer à Paris. La prochaine assemblée générale de l'Association pourrait avoir lieu à Québec, en septembre 1986¹¹.

Les ministres de la Communication des pays de l'ACCT se réunissaient pour la première fois au Caire au début de février. Le ministre des Communications, M. Jean-François Bertrand, présidait la délégation québécoise à la conférence. Les ministres ont discuté de questions relatives à l'information sur la communication, à la formation et à la recherche, à la production et à la diffusion et aux nouvelles technologies. Ils ont retenu certaines propositions afin de fournir à l'ACCT une base pour la préparation d'un programme de travail dans le domaine. Celle-ci pourrait par exemple effectuer des études sur l'utilisation des satellites, créer un fonds d'aide à la co-production d'émissions de radio et de télévision et mettre à la disposition des membres de l'Agence un centre de documentation en matière de communication, afin qu'ils puissent être au courant des derniers développements technologiques. Le ministre Bertrand a souhaité que les ministres francophones des Communications se réunissent périodiquement, ce dont il sera question lors de la conférence générale de l'Agence à Dakar en décembre prochain. Avec son homologue fédéral, M. Bertrand invitait d'ailleurs les ministres des Communications de la francophonie à tenir leur prochaine rencontre à Québec. On se souviendra qu'un différend entre Ottawa et Québec avait empêché qu'une invitation semblable ne soit lancée lorsqu'il fut question de la tenue d'une conférence des ministres des Communications en 1981¹².

9. Québec, Bureau de la statistique, *Commerce international du Québec, Édition 1984*, 1985, 112 p.

10. *Le Soleil*, 12 janvier 1985, cité par *L'Argus*, 15 janvier 1985, p. All.

11. Assemblée nationale, Cabinet du Président, *Communiqué de presse*, 31 janvier 1985.

12. *Le Devoir*, 7 février 1985, p. 8; *Le Soleil*, 8 février 1985, cité par *L'Argus*, 8 février 1985, p. A5; Ministère des Relations internationales.

D — Le Québec et les États-Unis

Le président Reagan était de passage à Québec à la mi-mars pour y rencontrer le Premier ministre du Canada. Lors de ce sommet, la présence québécoise fut « essentiellement protocolaire, et très discrètement protocolaire » disait par la suite le ministre des Relations internationales. Le premier ministre Lévesque assista à l'arrivée de M. Reagan, au dîner privé du 17 mars et à la soirée de gala et fut représenté par son vice-premier ministre au banquet du 18 mars. Dans le discours qu'il prononça au cours de ce banquet, le président des États-Unis, consacra quelques paragraphes à la situation du Québec. Déclarant que les Américains ont déjà « entendu des querelles venant de l'étage au-dessus, dans la partie de la maison que nous connaissons sous le nom de Québec », M. Reagan estimait que le Québec avait maintenant fait son choix :

En un référendum sans parallèle, les Québécois se sont déclarés à la fois Canadiens et Québécois. Aujourd'hui, votre long développement historique en tant que communauté nord-américaine francophone entre dans une phase excitante. Des hommes d'affaires québécois entrent en concurrence sur tout le continent, propageant leur savoir-faire avec un air français.

Nous voyons et nous sentons ce progrès. Et nous attachons un grand prix à l'amitié d'un peuple qui n'a pas peur de relever le défi du changement sans pour autant vouloir abandonner ses compagnons les plus anciens et les plus sûrs, à savoir ses traditions, ses valeurs et ses racines canadiennes.

Je voudrais citer un dicton que j'aime beaucoup : il faut garder ses vieilles routes et ses vieux amis. Vous ne vous êtes pas écartés de la route de la culture canadienne, de ces solides vertus qui enrichissent votre vie et vous gardent libres d'être bons et loyaux et libres de parvenir au progrès et à la grandeur, mais sans abandonner vos âmes à la folle et inconsciente poursuite des biens matériels¹³.

Interrogé en chambre sur les propos du président américain, le ministre Bernard Landry déclarait que

Le président des États-Unis a constaté, et encore là je pense qu'il ne s'est pas trompé, que les relations entre Québec et Ottawa ne sont pas dans l'état de crise aiguë où elles étaient avant le tremblement de terre du 4 septembre dernier¹⁴.

Enfin, le passage à Québec de la délégation américaine aura permis au Québec, disait M. Landry, de faire connaître sa position sur certaines questions commerciales, notamment sur les mesures qui menacent ses exportations de porc et de bois.

1 — LES EXPORTATIONS D'ÉLECTRICITÉ

Des négociations avec la New York Power Authority (NYPA) étaient entreprises en février en vue de la vente d'énergie ferme à cet état. Le président de l'Hydro-Québec décalait à l'occasion de l'ouverture des bureaux new-yorkais de cette société que les négociations portaient sur la vente de 1,000 mégawatts, et que la difficulté résidait dans l'établissement de critères de fixation du prix. Dans le cas de l'énergie excédentaire, le prix est fixé en fonction du prix du pétrole. Le gouverneur de l'État de New York, M. Mario Cuomo avait déclaré en décembre dernier que cet État pourrait être intéressé à faire passer de 7% à 21% de ses besoins en électricité le volume de ses importations d'électricité¹⁵. La

13. Texte de la réponse du président des États-Unis au discours du Premier ministre du Canada, le 18 mars 1985, *Le Devoir*, 19 mars 1985, p. 11.

14. Cité par Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 20 mars 1985, p. 2.

15. Rudy LE COURS, *Le Devoir*, 22 mars 1985, pp. 1 et 10; Trevor ROWE, *Le Devoir*, 21 mars 1985, p. 13.

Commission des services publics new-yorkaise autorisait par ailleurs en janvier le début des travaux de construction de la ligne de transport d'électricité qui reliera la ville de New York à la frontière québécoise et que prévoyait le contrat de vente d'électricité signé en 1983¹⁶.

L'Hydro-Québec procédait le 21 mars à l'inauguration de son bureau de New York, en présence du premier ministre Lévesque et du maire de Montréal qui s'y étaient rendus pour l'occasion. Cinq personnes ont été affectées à ce bureau qui sera chargé de l'ensemble des États-Unis, mais particulièrement du nord-est, et placé sous la direction de M. Claude Descôteaux, vice-président aux Affaires américaines. La société québécoise d'électricité entend se concentrer d'abord sur les marchés existants:

Dans un premier temps, déclarait Claude Descôteaux, il s'agit de satisfaire nos clients existants, de leur donner toute la marchandise qu'ils souhaitent. Lorsqu'ils estimeront que leurs besoins ont vraiment été satisfaits, nous pourrions examiner l'opportunité de faire des opérations à trois, c'est-à-dire le Québec comme producteur, l'État de New York comme intermédiaire et possiblement les États de New Jersey ou Pennsylvanie comme nouveaux acheteurs¹⁷.

Le bureau de New York sera aussi chargé de rechercher des partenaires qui pourraient s'associer à l'Hydro-Québec pour la production et la mise en marché de nouveaux produits mis au point à l'Institut de recherche de l'Hydro-Québec de Varennes. Il devra enfin maintenir des contacts étroits avec les milieux financiers américains, principaux bailleurs de fonds de l'Hydro-Québec¹⁸.

Le Québec entend donc poursuivre ses efforts en vue d'accroître ses ventes d'électricité sur le marché américain qui s'élevaient à une valeur de près de \$388 millions en 1984. Elles pourraient dépasser le milliard en 1990, estime M. Descôteaux¹⁹. D'ici l'an 2000, c'est d'un carnet de commande d'environ \$10 milliards dont dispose l'Hydro-Québec aux États-Unis selon le vice-président exécutif de la mise en marché externe à l'Hydro-Québec, M. Georges Lafond²⁰. Un quotidien de Québec rapportait d'autre part que l'Hydro-Québec songerait à relier directement la Baie James aux États-Unis au moyen d'une nouvelle ligne de transmission²¹.

Le Québec devra toutefois compter avec les pressions des producteurs de charbon des États-Unis ainsi que de l'industrie nucléaire qui vont à l'encontre d'une augmentation des importations d'électricité canadienne. Le secrétaire américain à l'Énergie aurait lui-même exprimé des réserves, mettant les compagnies d'électricité américaines en garde contre une trop grande dépendance face aux exportateurs canadiens. Le secrétaire Donald P. Hodel aurait soulevé la question de la fiabilité de l'énergie québécoise ainsi que le danger de passer d'une dépendance envers les Arabes à une dépendance à l'endroit du Canada alors même que les centrales thermiques et nucléaires du Midwest américain pourraient fournir l'électricité nécessaire. Enfin, il aurait mis en cause le bien-fondé d'investir dans des centrales canadiennes, comme le proposent certaines provinces canadiennes, plutôt que dans la construction de centrales aux États-Unis²². « Nous voulons éviter, déclarait M. Rayburn

16. Angèle DAGENAIS, *Le Devoir*, 15 janvier 1985, p. 11.

17. Cité par Trevor ROWE, *Le Devoir*, 21 mars 1985, p. 14.

18. Gilles BOIVIN, *Le Soleil*, 22 mars 1985, cité par *L'Argus*, 22 mars 1985, p. A7; Francine OSBORNE, *La Presse*, 21 mars 1985, cité par *L'Argus*, 21 mars 1985, p. A13.

19. Rudy LE COURS, *Le Devoir*, 22 mars 1985, pp. 1 et 10; Trevor ROWE, *Le Devoir*, 21 mars 1985, p. 13.

20. Robert LEFEBVRE, *Le Devoir*, 27 mars 1985, p. 2.

21. *Le Journal de Québec*, 29 janvier 1985, cité par *L'Argus*, 29 janvier 1985, p. A12.

22. Jerry ACKERMAN, *The Globe* (Boston), 22 janvier 1985, cité par Délégation générale du Québec à New York, *Revue de Presse-USA*, n° 412 (15 février 1985), pp. 57-58.

Hanzlik, du secrétariat à l'Énergie, que les Américains considèrent l'électricité canadienne comme la solution à tous leurs problèmes »²³.

2 - LES QUESTIONS COMMERCIALES

Le libre-échange canado-américain fut au nombre des questions abordées par les premiers ministres canadiens réunis à Régina à la mi-février pour une conférence fédérale-provinciale sur l'économie. La perspective de négociations de libre-échange sectoriel avec les États-Unis semble soulever l'enthousiasme de plusieurs provinces, certaines, parmi lesquelles le Québec et l'Ontario, croyant toutefois nécessaire de faire preuve d'une grande prudence dans ce dossier²⁴.

Le ministre québécois du Commerce extérieur continuait pour sa part au cours de l'hiver à défendre l'idée d'un marché commun avec les États-Unis. Selon M. Landry, ce sont les mesures protectionnistes adoptées par le Congrès américain qui font peser une menace sur les exportations québécoises, puisque 80% des exportations à destination des États-Unis circulent déjà en franchise, le reste n'étant imposé que de 5 à 10%. Un marché commun lui semblerait donc « plus approprié pour surmonter les barrières non tarifaires et se placer à l'abri des sautes d'humeur du Congrès américain »²⁵. Le ministre ne craint pas par ailleurs qu'un marché commun ne rende le Québec plus dépendant des États-Unis qu'il ne l'est déjà. Il estime donc nécessaire que s'amorce une réflexion sérieuse pour rendre le continent nord-américain « plus fluide »²⁶.

Dans le domaine du tourisme, le ministre Marcel Léger annonçait le 15 mars le lancement d'une campagne de promotion pour attirer Américains et Ontariens à venir visiter le Québec. Le ministère du Tourisme consacrerait \$2,5 millions à cette campagne²⁷. D'autre part, les représentants du ministère du Commerce extérieur et de six entreprises québécoises du secteur des équipements pétroliers et gaziers se rendaient en Louisiane et au Texas à la fin février dans le but d'accroître les échanges commerciaux dans ce secteur²⁸. Des entreprises québécoises bénéficiaient également de l'aide du ministère du Commerce extérieur pour participer à des foires commerciales à New York, dans le domaine de la chaussure, du prêt-à-porter et du Design²⁹.

3 - L'ENVIRONNEMENT

Huit États américains limitrophe des Grands Lacs, le Québec et l'Ontario signaient le 11 février la Charte des Grands Lacs à l'occasion d'une rencontre spéciale du *Council of Great Lakes Governors*. Les ministres québécois des Relations internationales et de l'Environnement se rendaient à Milwaukee au Wisconsin, pour signer l'entente au nom du gouvernement québécois. Cette entente veut assurer la protection à long terme des ressources en eaux des Grands Lacs et du Saint-Laurent. La Charte

visait à maintenir les niveaux et les débits des eaux des Grands Lacs, du fleuve Saint-Laurent (jusqu'à Trois-Rivières), de leurs tributaires et des cours d'eau qui les relient, à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme coopératif de gestion des

23. Francine OSBORNE, *La Presse*, 15 février 1985, cité par *L'Argus*, 15 février 1985, p. A14.

24. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 16 février 1985, pp. 1 et 12.

25. Cité par Miville TREMBLAY, *Le Devoir*, 26 mars 1985, p. 12.

26. *Ibid.*, p. 12; Entrevue du ministre Bernard LANDRY au *Devoir*, 2 mars 1985, p. 11.

27. Pierre O'NEILL, *Le Devoir*, 20 mars 1985, p. 4.

28. Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 25 février 1985.

29. *Ibid.*, Communiqués de presse, 8 février 1985, 22 février 1985 et 22 mars 1985.

ressources en eau du bassin par les États riverains des Grands Lacs et les provinces signataires, à protéger les aménagements situés à l'intérieur de leur région et à établir des bases solides en vue de futurs investissements et développements dans la région³⁰.

Cette entente fait suite aux inquiétudes des États et provinces riverains devant les menaces de dérivation des eaux des Grands Lacs et aux travaux d'un groupe de travail institué en 1983 pour étudier les mesures nécessaires pour protéger le système Saint-Laurent-Grands Lacs. Pour le ministre Landry, cette entente établit « un premier lien institutionnel entre tous les gouvernements riverains et (...) la création d'une nouvelle solidarité régionale entre des gouvernements représentant quelque 100 millions de Nord-américains », le ministre Adrien Ouellette se disant pour sa part heureux de cet instrument qui permettra au Québec de protéger son environnement des menaces de perturbation provenant de l'extérieur de son territoire. Les États américains signataires sont New York, l'Illinois, le Michigan, le Minnesota, l'Ohio, l'Indiana, la Pennsylvanie et le Wisconsin³¹.

Le ministre de l'Environnement profita de son passage au Wisconsin pour se rendre à Madison où il eut un entretien avec le secrétaire à l'Environnement de cet État. Il fut question de la possibilité de conclure entre le Québec et le Wisconsin une entente de coopération dans le domaine de l'environnement³².

4 – AUTRES QUESTIONS

Le comité de coordination de la Conférence des Gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada se réunissait au New Hampshire les 7 et 8 février pour passer en revue les activités conjointes de ces états et préparer la prochaine rencontre des Gouverneurs et des Premiers ministres prévue pour le mois de juin. Plusieurs comités de la conférence, comme ceux sur l'agriculture, les relations économiques tripartites et l'énergie, s'étaient réunis en janvier en préparation de la rencontre du comité de coordination³³.

Des représentants du Québec et des autres provinces de l'Est du Canada étaient invités par les États de la Nouvelle-Angleterre à participer les 18 et 19 février, à une deuxième rencontre du groupe de travail sur les pêches de la *New England Governors' Conference*, qui avait lieu à Montréal. Il fut convenu de s'attacher à l'étude de l'accessibilité aux stocks de poissons du Banc George, des subventions à l'industrie des pêches, du mécanisme de vente à l'entrée de Portland et de la participation américaine à la *North Atlantic Seafood Association*³⁴.

E — Le Québec et l'Europe occidentale

1 – LA BELGIQUE ET LA SUISSE

Le président de l'Assemblée nationale et cinq députés québécois se rendaient à Bruxelles du 16 au 22 février pour la 6^{ème} session du comité mixte de coopération interparlementaire entre l'Assemblée nationale et le Conseil de la Communauté française de

30. Cabinet du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 11 février 1985, pp. 2-3.

31. *Ibid.*, pp. 1-3.

32. Ministère des Relations internationales.

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*

Belgique. Les membres du comité se sont alors mis d'accord pour qu'il soit dorénavant possible, selon les budgets et les besoins, d'effectuer de part et d'autre des visites en cours d'année plutôt que de se limiter à la rencontre annuelle prévue par l'accord de 1979. Des députés du Conseil de la Communauté française prévoyaient ainsi venir prochainement au Québec pour étudier la loi québécoise sur la protection de la jeunesse et son application. Le comité a d'autre part adopté des résolutions sur des sujets d'intérêt commun. La délégation québécoise se rendait par la suite en Suisse où elle rendait visite à la section du canton de Jura de l'Association internationale des parlementaires de langue française³⁵.

L'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse tenait sa deuxième séance à Bruxelles du 24 au 27 janvier sous la présidence conjointe du ministre québécois du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Jacques Brassard, et du ministre-président de la Communauté française de Belgique, M. Philippe Moureaux, M. Brassard eut d'autre part l'occasion de rencontrer M. André Damseaux, ministre chargé de la Tutelle et des Relations extérieures de l'Exécutif régional Wallon³⁶.

Les 9 et 10 janvier, le nouveau consul général de Belgique à Montréal, entré en fonction en octobre 1984, effectuait sa première visite officielle à Québec. M. Louis Vandenberghe y rencontrait le ministre Bernard Landry ainsi que des hauts fonctionnaires des ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur³⁷.

2 - LA FRANCE

Le Québec et la France soulignaient à la fin de l'hiver, le vingtième anniversaire de la signature de l'entente de coopération franco-québécoise en matière d'éducation du 27 février 1965. Les premiers ministres français et québécois offrirent simultanément à Paris et à Québec, le 5 mars, des réceptions auxquelles étaient conviés les artisans du rapprochement franco-québécois. À Paris, plusieurs ministres étaient présents, parmi lesquels MM. Michel Rocard, Georges Fillioud, Michel Crépeau et Hubert Curien, ainsi que des personnalités de l'opposition, et des Québécois parmi lesquels M. Jacques-Yvan Morin, ancien ministre du Cabinet Lévesque, M. François Cloutier, ancien délégué général du Québec en France. La déléguée générale du Québec à Paris, Mme Louise Beaudoin lut un message du premier ministre Lévesque alors qu'à Québec, le consul général de France, M. Renaud Vignal, était porteur d'un message de M. Laurent Fabius³⁸. Dans les bilans auxquels donna lieu cet anniversaire, des analystes ont mis en doute le bien-fondé de l'orientation, essentiellement économique et technique, que les gouvernements cherchent à imprimer depuis 1979 à la coopération franco-québécoise, se demandant si celle-ci ne contribuerait pas à faire « perdre de vue les fondements même » de cette coopération³⁹.

Le ministre du Tourisme, M. Marcel Léger, était à Paris du 4 au 6 mars dans le cadre d'une tournée européenne où, en plus d'assister à la réception des vingt ans de coopération France-Québec, il eut l'occasion de rencontrer le ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, M. Michel Crépeau. Le ministre des Communications, M. Jean-François Bertrand, avait lui aussi fait un saut à Paris lors de son voyage au Caire pour la rencontre des ministres de la Communication de l'ACCT. À Paris, M. Bertrand eut une séance de travail avec le député responsable de la mission câble au gouvernement français, M. Bertrand

35. Assemblée nationale, Cabinet du Président, *Communiqué de presse*, 6 mars 1985.

36. Ministère des Relations internationales.

37. *Ibid.*

38. *La Presse*, 6 mars 1985, cité par *L'Argus*, 6 mars 1985, p. A2.

39. Jacques PORTES et Sylvain SIMARD, *Le Devoir*, 27 mars 1985, p. 9; voir aussi Jean-Paul L'ALLIER, *Le Devoir*, 23 février 1985, p. 9.

Shreiner. Au Caire, M. Bertrand avait eu l'occasion de discuter avec son homologue français, M. George Fillioud, de la coopération bilatérale dans le domaine de l'audiovisuel⁴⁰.

Du côté économique, le Québec poursuivait ses efforts en vue de l'implantation d'une usine de la société Renault au Québec, ou de la conclusion d'accord de sous-traitance de pièces d'automobiles. Les 25 et 26 février, un groupe de sous-traitants de Renault venait en mission au Québec pour étudier ces possibilités, en compagnie du conseiller économique de la Délégation générale du Québec à Paris chargé du dossier⁴¹.

La déléguée générale du Québec en France, Mme Louise Beaudoin, rencontrait le 21 février le nouveau responsable du dossier de l'Amérique du Nord au cabinet du ministre français des Relations extérieures, M. Philippe Carré, pour faire le point sur les relations franco-québécoises. Mme Beaudoin, qui fêtait au début du mois de mars la première année de son mandat, fut reçue trois fois par le président de la France au cours de cette période⁴². Enfin, on apprenait à la fin du trimestre que le premier ministre du Québec se rendrait en visite officielle en France les 23 et 24 mai.

3 - L'ITALIE

Le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, qui prenait la parole devant les membres de la Chambre de commerce italienne de Montréal, soulignait en février que le plus fort taux de croissance des exportations internationales du Québec avait été enregistré avec l'Italie en 1984. Les exportations québécoises à destination de l'Italie, le huitième partenaire commercial du Québec, se chiffraient à \$105 millions en 1984, une augmentation de 30% par rapport à l'année précédente et renversant la tendance à la baisse enregistrée depuis 1980. Le Québec et l'Italie fêtent eux aussi cette année un vingtième anniversaire, celui de l'ouverture de la délégation du Québec à Milan⁴³.

4 - LA SUÈDE

Le ministre de l'Énergie de la Suède, Mme Brigitta Dahl, effectuait un séjour au Québec en février. Mme Dahl dirigeait une délégation commerciale du secteur de l'énergie. Avec son homologue québécois, M. Jean-Guy Rodrigue, il fut question des possibilités de coopération et d'échange de technologie entre la Suède et le Québec⁴⁴.

F — Le Québec et l'Union soviétique

Le ministre des Affaires culturelles, M. Clément Richard, effectuait une mission en Union soviétique en janvier. La coopération dans le domaine des musées et du cinéma était au centre du programme du ministre, qui s'y rendait plus particulièrement pour permettre l'échange d'expositions et promouvoir une plus grande participation soviétique au Festival des films du monde de Montréal ainsi qu'une coopération entre réalisateurs et cinéastes⁴⁵.

40. Ministère des Relations internationales.

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*; Jean-François LISÉE, *La Presse*, 23 mars 1985, cité par *L'Argus*, 27 mars 1985, p. B1.

43. Cabinet du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 18 février 1985.

44. *Le Devoir*, 8 février 1985, p. 10.

45. *La Presse*, 10 janvier 1985, cité par *L'Argus*, 10 janvier 1985, p. A14.

À l'occasion de la mort de Constantin Tchernenko, l'Assemblée nationale envoyait un télégramme de condoléances à l'Union soviétique et un autre de félicitations au nouveau numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev. En chambre, le premier ministre Lévesque a souhaité que le mandat de M. Gorbatchev permette un rapprochement entre les peuples et renforce la cause de la paix dans le monde⁴⁶.

G — Le Québec, l'Amérique latine et les Caraïbes

1 — L'ARGENTINE

Le secrétaire d'État aux Mines de l'Argentine, M. Juan Barrera, effectuait du 18 au 21 février une mission d'étude au Québec. Venu dans le but d'examiner l'expertise québécoise dans le domaine géologique et minier, M. Barrera vit des représentants des ministères de l'Énergie et des Ressources et du Commerce extérieur, le président de SOQUEM et des représentants de compagnies québécoises⁴⁷.

2 — L'ÉQUATEUR

Le gouvernement équatorien demandait en mars l'aide du Québec pour maîtriser un incendie aux Îles Galapagos qui menaçait la faune et la flore de cette réserve naturelle incomparable. Trois experts québécois en protection des incendies étaient d'abord dépêchés sur les lieux et en réponse à une seconde requête de l'Équateur, le gouvernement du Québec décidait à la fin mars d'envoyer deux avions-citernes Canso et leur équipage. Cette opération entraînait des coûts de l'ordre de \$150,000 de la part du Québec⁴⁸.

3 — LE MEXIQUE

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie se rendait en mission d'étude au Mexique au début du mois de mars pour visiter des musées et rencontrer des responsables de centres de recherche en haute technologie. À Monterrey, M. Bérubé rendit visite aux autorités de l'État de Nuevo Leon et à Mexico, il put rencontrer le ministre fédéral de l'Éducation à qui fut remis un rapport d'experts québécois de la SEREQ et du ministère de l'Éducation sur le projet mexicain d'équipement des écoles secondaires en micro-ordinateurs⁴⁹.

La Société québécoise des Transports et le ministère de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques du Mexique signaient au cours de l'hiver un contrat prévoyant l'assistance du Québec à la lutte contre les feux de forêt dans ce pays. Le Québec mettra ainsi à la disposition du Mexique deux appareils CL-215 et deux équipes techniques pour la période du 9 mars au 7 mai. Le contrat représente une valeur de plus de \$300,000⁵⁰. D'autre part, une mission commerciale québécoise des secteurs minier et forestier, dirigée par le ministère du Commerce extérieur, était au Mexique du 24 mars au 2 avril. Ayant constaté que la demande mexicaine dans ces secteurs correspondait aux compétences techniques et à la capacité industrielle du Québec, le ministère du Commerce extérieur estimait opportun de favoriser une prise de contact entre ces secteurs des économies québécoise et mexicaine⁵¹.

46. *Le Journal de Québec*, 13 mars 1985, cité par *L'Argus*, 13 mars 1985, p. B3.

47. Ministère des Relations internationales.

48. Cabinet du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 26 mars 1985.

49. Ministère des Relations internationales.

50. *Ibid.*

51. Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 22 mars 1985.

H — Le Québec, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

1 — L'ALGÉRIE

Le vice-ministre chargé du Commerce extérieur de l'Algérie, M. Mohamed Aberkane, effectuait une visite officielle au Québec à la fin mars. M. Aberkane et M. Bernard Landry avaient alors une séance de travail qui leur permit de poursuivre les discussions amorcées en novembre dernier lors de la visite en Algérie de M. Landry. Il devait être question de l'importation par Soquip, de gaz de pétrole liquéfié et de la possibilité que le Québec importe également des fruits, des agrumes et des vins de ce pays. D'autres dossiers particulièrement importants pour le Québec et qui, selon le communiqué du ministère du Commerce extérieur, avaient fait l'objet de discussions sérieuses lors du passage de M. Landry en Algérie, devaient être abordés. Il s'agit de l'hydroélectricité et des énergies nouvelles, de l'agriculture, de la construction d'hôtels, du transport, du gaz, de l'arabisation de systèmes informatiques fabriqués au Québec et de projets d'ingénierie⁵². Plus tôt au cours de l'hiver, cinq entreprises québécoises du secteur agricole s'étaient rendues en mission commerciale en Algérie, à l'instigation du ministère du Commerce extérieur⁵³.

2 — ISRAËL

Au cours de son passage à Montréal dans le cadre du voyage qu'il effectuait au Canada, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Israël, M. Yitzhak Shamir, eut un entretien avec le ministre québécois des Relations internationales. Le communiqué faisant état de la rencontre souligne que depuis 1980, les échanges universitaires ont constitué l'élément le plus régulier des échanges entre Israël et le Québec⁵⁴.

I — Le Québec et l'Afrique (sud du Sahara)

Un document interne du ministère des relations internationales dont un quotidien québécois obtenait une copie en janvier, privilégiait la Côte d'Ivoire comme lieu d'implantation d'une première délégation du Québec en Afrique. Selon ce rapport, ce pays se révèle « le plus indiqué » à cause de ses performances économiques meilleures que celles d'autres pays africains, du rôle qu'y joue déjà l'entreprise privée québécoise, et des « relations de coopération et des contacts de tous ordres » qu'y entretient le Québec. Le Sénégal et le Cameroun auraient également été envisagés mais mis de côté pour des raisons politiques et économiques. Dans le cas du Sénégal, le rapport invoquerait

l'échec relatif de notre coopération avec ce dernier pays, le peu d'empressement témoigné pour la cause du Québec dans les questions du Commonwealth francophone, l'absence de bons contacts et la situation économique peu florissante.

Pour ce qui est du Cameroun, l'absence totale de rapports politiques et de coopération entre le Québec et ce pays est un facteur qui porte les auteurs du rapport à ne pas retenir ce pays, malgré la présence là-bas d'hommes d'affaires québécois. « On peut douter, souligne également le rapport, qu'une attitude d'ouverture spontanée serait manifestée par les autorités

52. *Ibid.*, *Communiqué de presse*, 29 mars 1985.

53. Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse* 19 février 1985.

54. Cabinet du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 19 février 1985.

en place à une initiative québécoise ». D'autre part, le statut confédératif bilingue français-anglais du Cameroun « ajoute une dimension politique négative non négligeable »⁵⁵.

J — Le Québec et l'Asie

1 — LA CHINE

Le Québec recevait la visite de deux délégations chinoises au cours du trimestre d'hiver. Des représentants des ministères de l'Éducation, de la Culture, de l'Aviation civile et des Affaires étrangères étaient de passage à Montréal à la mi-janvier dans le cadre d'une tournée auprès des étudiants chinois étudiant dans les universités nord-américaines. Un représentant du ministère des Relations internationales soulignait alors aux membres de la délégation que le Québec serait intéressé à recevoir un plus grand nombre d'étudiants chinois, particulièrement en sciences appliquées. En mars, le ministère des Relations internationales et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation recevaient une délégation de la province du Shaanxi. Une entente de coopération agricole avait été signée en octobre 1983 avec la Commission pour la science et la technologie de cette province. La visite fut principalement consacrée au secteur de la production laitière, des stagiaires et des chercheurs chinois de ce secteur devant bientôt venir au Québec⁵⁶.

Le Québec envoyait pour sa part une mission commerciale en Chine, sous la direction du sous-ministre adjoint au Commerce extérieur, M. Marcel Bergeron. Sept entreprises des secteurs des transports, des télécommunications, de la formation professionnelle et technique et de l'équipement spécialisé pour l'industrie légère participaient à la mission⁵⁷.

2 — LE JAPON

Le ministre québécois des Transports, M. Guy Tardif, se rendait au Japon du 1^{er} au 14 février où il dirigeait une mission d'étude sur le transport en commun par train. Le groupe, composé de deux experts du ministère des Transports et de la ville de Montréal et d'un représentant du ministère des Relations internationales, rencontraient des experts dans plusieurs villes japonaises⁵⁸.

Du 20 au 22 février, le nouvel ambassadeur du Japon au Canada, M. Kiyooki Kikuchi, effectuait sa première visite officielle au Québec. Il y rencontrait les ministres Pierre-Marc Johnson et Bernard Landry, ainsi que des hauts-fonctionnaires et d'autres personnalités québécoises. À l'occasion d'un séminaire sur le marché japonais organisé plus tard par la *Japan External Trade Organization*, M. Kikuchi invitait les hommes d'affaires québécois à se montrer plus entreprenant sur le marché japonais⁵⁹.

Enfin, le ministère du Commerce extérieur organisait une mission commerciale composée de cinq entreprises du secteur bureautique-télématique qui devait se rendre au Japon et en Corée du 25 mars au 13 avril⁶⁰.

55. Cité par Normand GIRARD, *Le Journal de Québec*, 26 janvier 1985, cité par *L'Argus*, 29 janvier 1985, p. B13.

56. Ministère des Relations internationales.

57. Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 27 mars 1985.

58. Ministère des Relations internationales.

59. Jean CHARTIER, *Le Devoir*, 30 mars 1985, p. 14.

60. Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 22 mars 1985.

K — Chronologie thématique*

Passage à Québec du secrétaire général des Nations Unies

8 mars:

M. Javier Perez de Cuellar participe à la troisième conférence internationale de droit constitutionnel qui se tient à Québec depuis le 6 mars et qui est consacrée au droit des minorités. Participaient également à la conférence les premiers ministres Lévesque et Mulroney, les ministres canadien et québécois de la Justice, le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, le secrétaire d'État du Canada et des représentants des Nations Unies. M. de Cuellar a un entretien privé avec le Premier ministre du Québec au cours de son passage dans cette ville.

Le secrétaire général de l'OTAN à Montréal

24 janvier;

Le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, en qualité de premier ministre intérimaire, a un entretien en tête-à-tête avec Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, reçu au Canada par le gouvernement fédéral. Cette visite de courtoisie permet aux deux hommes de discuter de questions reliées aux aspects civils du fonctionnement de l'Alliance ayant des conséquences sur le développement du Québec.

Le Québec et les investissements étrangers

début février:

La firme coréenne Hyundai annonce sa décision de construire en Ontario une usine de fabrication de pièces d'automobiles. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Rodrigue Biron, se dit déçu qu'Hyundai n'ait pas choisi le Québec mais il déclare que des négociations sont en cours au sujet de l'implantation possible au Québec d'une usine « reliée aux ressources naturelles ». Le ministre des Finances déclare pour sa part que des pourparlers entrepris depuis quelques années se poursuivent avec deux groupes de producteurs d'aluminium, un américain et un autre européen, pour des implantations au Québec.

Mission commerciale auprès de la Banque asiatique de développement

17 février au 6 mars:

Les représentants de sept entreprises québécoises du secteur de l'énergie électrique se rendent au Pakistan, au Bangladesh, en Thaïlande ainsi qu'au siège social de la Banque asiatique de développement à Manille, afin d'établir des contacts en préparation des appels d'offres que feront en 1985 et 1986 dans ces trois pays et dans le secteur de l'énergie la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Banque asiatique de développement. La mission est organisée par le ministère du Commerce extérieur.

Mission commerciale en Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis

26 février au 15 mars:

Une mission commerciale composée de représentants de quatre entreprises du secteur de l'électroménager et pilotée par le ministère du Commerce extérieur se rend en Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Participation québécoise à des foires commerciales en Europe

Janvier-février-mars:

Bénéficiant du soutien du ministère du Commerce extérieur, des entreprises québécoises participent à des foires commerciales en Europe: au Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM) à Cannes, à la Foire ISPO-articles de sport de Munich, au salon de technologies nouvelles *Flanders Technology International '85* de Gand, au Salon Saiedue du bâtiment à Bologne, au Salon international de la quincaillerie de Cologne et à la Foire internationale du sanitaire, chauffage et climatisation de Francfort.

Subventions aux exportateurs

14 février:

Le ministère du Commerce extérieur annonce qu'il a versé des subventions totalisant \$804,812 à des entreprises québécoises, au mois de janvier, dans le cadre du programme APEX (Volet III) d'aide à l'exportation.

Coopération franco-québécoise: Lancement de la revue Médecine-Sciences

21 mars:

Le ministre des Relations internationales et le consul général de France à Québec participent au lancement de la revue *Médecine-Sciences*, revue de recherche médicale et bio-médicale en langue française que s'étaient engagés à publier en 1982 les premiers ministres français et québécois.

Un Centre d'accueil et de renseignements touristiques international à Montréal

4 février:

Le ministre québécois du Tourisme et le vice-président du comité exécutif de la ville de Montréal annoncent qu'une étude de faisabilité de \$50,000 dont le coût sera défrayé à 80% par le gouvernement du Québec, sera effectuée en vue de la création d'un Centre qui regrouperait en un seul lieu les services aux touristes. Le gouvernement doit également défrayer 75% du coût de construction de l'immeuble où sera situé le Centre d'accueil et de renseignements touristiques, le reste étant à la charge de la Ville de Montréal.

Assemblée générale du Centre international de recherche, d'échanges et de coopération de la Caraïbe et de l'Amérique latine (CIRECCA)

28 au 31 janvier:

Le Québec participe à l'Assemblée générale du CIRECCA, à Fort-de-France. Il est élu au conseil d'administration du Centre alors qu'un universitaire du Québec sera nommé au conseil scientifique. Le Québec, qui est membre fondateur de cet organisme, verse une subvention de \$5,000 pour le fonctionnement du Centre.

Le chef du Parti libéral du Québec aux États-Unis

21 mars:

M. Robert Bourassa effectue une visite au Rhode Island pour y rencontrer des représentants de compagnies consommatrices d'électricité, le gouverneur de l'État et des sénateurs.

Emprunt de l'Hydro-Québec

début janvier:

L'Hydro-Québec émet des obligations d'une valeur de \$270 millions sur le marché canadien. Cet emprunt servira à financer son programme d'investissement.

Séance annuelle d'information à l'intention du corps consulaire

31 janvier et 1^{er} février:

Les membres du corps consulaire du Québec sont conviés à des journées d'information organisées chaque année à leur intention par le gouvernement québécois. Plusieurs ministres leur tracent un portrait de la situation politique et économique du Québec.

Nouveaux délégués du Québec

fin mars:

M. Pierre Van der Donckt est nommé délégué général du Québec à Mexico. Il était chef de la mission gouvernementale à l'ENAP.

M. Guy Beaudoin, directeur adjoint aux affaires économiques et techniques de la direction France du ministère des Relations internationales, occupera à partir de juillet les fonctions de délégué du Québec à Los Angeles.

Nominations au Haut Conseil de la Francophonie

mi-janvier:

MM. Jacques-Yvan Morin, ancien ministre du gouvernement Lévesque et Michel Plourde, président du Conseil de la langue française du Québec, ainsi que M. Alain Landry, sous-secrétaire d'État canadien adjoint aux langues officielles, sont nommés membres du Haut Conseil de la Francophonie par le président de la France. Ce Conseil, créé en mars 1984, compte 24 membres.